



Dis tonton, c'est comment un DIRECCTE -sur le départ- qui parle à « ses » agents ?

Pour le savoir, un petit compte-rendu d'une mobilisation contre une nouvelle baisse annoncée des effectifs !



Nous étions un peu plus d'une cinquantaine d'agents et de représentants des UL, UD du Rhône, rassemblés ce mercredi 8 mars au pied de la Tour suisse contre les suppressions de postes et les réorganisations sans fin que nous subissons. La baisse réelle des effectifs sur le périmètre ARA est aujourd'hui de 17% depuis 2009.

Fait nouveau, notre directeur régional nous a envoyé la police au nom de « vigie pirate renforcé ». Et il est vrai que réclamer des services publics de qualité pour les travailleurs, on n'est pas loin du terrorisme !

Finalement sa majesté a daigné rencontrer la plèbe que nous sommes sur le trottoir. Il répétera d'ailleurs par trois fois, au pied de la tour, que nous devrions lui être particulièrement reconnaissants d'avoir fait l'immense effort de descendre ces quelques étages avec tout un aréopage de personnel de direction.

S'est alors engagé une discussion pénible faite d'un subtil dosage de déni et de mépris.

Que faut-il retenir de cet « échange » ? Ou plutôt de ce dialogue de sourds !

Interpellé sur le nombre conséquent des suppressions d'emploi (28 postes en 2016, 67 départs annoncés en 2017) et sur les dysfonctionnements pour le service public et les surcharges de travail pour les agents que cela génère, le DIRECCTE s'est voulu rassurant...

Il nous a indiqué que les 67 départs prévus en 2017 (retraites essentiellement, notamment celle du DIRECCTE, remplacé au 1/3 ? ou pas remplacé ?) ne devraient pas s'ajouter aux départs déjà intégrés par la DRH dans la baisse des effectifs et qu'il se battait bec et ongles pour que la baisse ne soit « pas pire » que la vingtaine prévue par les effectifs de référence 2017. **Nous voilà donc rassurés !**

Ainsi, à en croire notre direction, on croit comprendre que jusqu'à présent nous n'avons (presque) pas été touchés et, surtout, ça aurait pu être pire. En effet les inducteurs et macro-inducteurs seraient formels à ce sujet (nous non plus on n'a pas compris ce que ça voulait dire) : non, les réformes de ces dernières années n'ont pas abouti à des suppressions de poste et à des surcharges de travail. Monsieur Nicolas, du haut de sa tour, « ne le croit pas ».

Les agents qui ont vu leur charge de travail doubler, voire tripler depuis deux ans avec des intérim permanents ainsi que les secrétaires dont le nombre fond comme neige au soleil et qui ont perdu le sens de leur travail dans les UC, apprécieront.

De même, concernant la mise en place d'une plateforme téléphonique, il ne s'agit en aucun cas de compression d'effectif ou mutualisation mais « d'entraide entre agents »

A ce niveau de déni, nous avons commencé à nous échauffer un peu.

Le naturel est alors revenu au galop. A une interpellation dénonçant la baisse des effectifs sur la période récente et depuis la réforme SAPIN et les conséquences sur la dégradation des conditions de travail des agents notre DIRECCTE a joué une pièce en deux actes :

- **Premier acte : « Moi je me bats ou la vertu outragée ».** En substance, « il est faux de dire que les effectifs ont baissé de façon dramatique, j'ai toujours défendu les missions notamment de l'inspection du travail... avec à peine 2% de baisses d'effectifs sur le Pôle T... » (croira qui voudra : les chiffres de 2016 sont là pour attester d'un aveuglement lumineux ! : en fait le pole T présente une baisse de 25.8 ETP en 2016) ;
- **Second acte : la culpabilisation des agents.** Monsieur NICOLAS ne se démontant pas, sort sa deuxième botte secrète : il n'y a pas de problème d'effectifs, le problème c'est que les agents ne font rien et qu'ils feraient mieux de commencer à bosser plutôt que de revendiquer. La preuve ? C'est wikit qui le dit ! Car comme nous le dit notre directeur « tandis que je me battais pour que la baisse d'effectifs soit la plus réduite possible pour l'inspection du travail notamment, je constate une baisse d'activité depuis 2012 de 45% !! ».

Quel est le lien ? On ne sait pas. Doit-on comprendre que nous sommes responsables, par notre inactivité, des suppressions de poste et que si les chiffres augmentaient de 300% sur wikit, nos effectifs augmenteraient d'autant ? Plus c'est gros plus ça passe, et notre DIRECCTE ose tout.

En résumé, il n'y a pas de problèmes de charge de travail, de conditions de travail, de souffrance au travail. Le problème est que nous sommes des bons à rien et des fainéants, que nous ne faisons pas notre travail qui, selon lui, consiste à remplir WIKIT pour renseigner nos interventions et qu'il devient urgent de finaliser la mise au pas de l'inspection (fin des sections, direction et orientations des contrôles, etc.) pour faire remonter les statistiques.

Evidemment il ne parlera pas de sa responsabilité et de celle de la DGT dans l'organisation de cette désorganisation continue des services, via des réformes incessantes, via des intérim et suppléances, via

l'absence pour formation de nombreux collègues ayant réussi l' EPIT-CRIT, via les effets sur la santé au travail de ces conditions de travail dégradées et la multiplication des arrêts maladie de collègues. Il ne nous dira pas non plus comment on peut remplacer 22 départs d'agents de catégorie A en ARA avec seulement 19 postes offerts au concours externe ; il ne nous dira pas enfin comment être davantage « en » entreprise et pallier la disparition programmée des secrétaires. Non, le seul chiffre qu'il nous servira : - 45% d'activité, bande de fainéants.

Cette provocation a fait fortement réagir l'assistance (y compris nos camarades postiers présents, interloqués de retrouver les mêmes discours culpabilisants que ceux de leur manager). Une camarade a interpellé le DIRECCTE dénonçant le mépris contenu dans les écrits de la direction du Pôle T, distribués en amont du CTSD qui devait avoir lieu ce mercredi 8 mars 2017. Il y est mentionné que des IT et CT seraient des « décrocheurs » ; et oui, on connaissait les « décrocheurs » scolaires, on aura désormais les décrocheurs du ministère du travail – bien entendu, pas un mot du DIRECCTE ou de son adjoint travail pour expliquer qu'un éventuel décrochage pourrait être lié à la surcharge de travail, aux réformes successives, aux modifications incessantes du Code du travail, à la volonté de stigmatiser tous ceux qui ne défendraient pas l'Entreprise avec une majuscule, etc.

Méprisants, humiliants, infantilisants, dégradants, voilà comment peuvent être qualifiés les propos du DIRECCTE dès lors qu'il s'adresse aux agents.

Qu'on ne s'y trompe pas, ce type de réponse n'est pas propre à notre DIRECCTE, qui serait un peu zélé, c'est la nouvelle rhétorique déployée par l'encadrement pour répondre aux mobilisations qui voient le jour (Alsace, Bordeaux, Maubeuge, RA). Partout le même déni et le même mépris de notre travail.

Notre administration ne comprend que le rapport de force, il faut continuer la mobilisation pour se faire entendre.

Nous nous mobilisons toujours :

Contre les suppressions de postes et de missions,

Contre la liquidation des services ouverts aux usagers,

Pour des recrutements, l'ouverture des postes vacants aux CAP,

Pour un service public à l'écoute des travailleurs !